

Promotion de l'énergie renouvelable : Des jeunes activistes visitent la plus grande centrale solaire du Bénin

Le vendredi 20 septembre 2024, une vingtaine de jeunes activistes béninois ont participé à une sortie pédagogique à la plus grande centrale solaire du Bénin, organisée par le Renewable Energy Coalition Benin (REC Bénin) et Power Afrika, avec le soutien de 350.org. Une initiative visant à faire découvrir la centrale solaire aux jeunes engagés pour la promotion des énergies renouvelables au Bénin.



Visite sur la centrale solaire de Pobè

La journée a commencé tôt à Abomey-Calavi, où le bus réservé pour l'occasion, a pris la route vers Pobè, avec des arrêts à Cotonou et Porto-Novo pour récupérer d'autres participants. Dans une ambiance conviviale, les activistes ont parcouru les 130 kilomètres séparant Cotonou d'Illoulofin, un village dans la commune de Pobè où se trouve la centrale solaire.

Dès leur arrivée, les jeunes ont pu observer cette gigantesque

installation solaire, qui s'étend sur 26 hectares. Construite par RMT Eiffage, la centrale est exploitée depuis plus de deux ans par la Société Béninoise de Production d'Électricité (SBPE). Elle représente un symbole important dans la transition énergétique du pays. Les visiteurs, guidés par Esias Mérit Degan, chef de la centrale, et son équipe, ont découvert les coulisses de cette installation qui produit 25 mégawatts-heures (MWh) d'électricité, et qui a injecté plus de 70 gigawatts-heures (GWh) dans le réseau national depuis sa mise en service.

Le champ de panneaux solaires s'étend à perte de vue. Plus de 47 000 modules de 530 Wc sont répartis en six postes de transformation. Selon un ingénieur sur place, chaque série de modules génère 1 500 volts en courant continu, convertis ensuite en 800 volts de courant alternatif, puis augmentés à 20 000 volts avant d'être injectés dans le réseau national. La puissance produite est ensuite transportée vers les ménages à travers la Communauté Électrique du Bénin (CEB).

En outre, Mérit Degan a révélé que des projets d'extension sont déjà en cours, avec la construction de deux nouvelles centrales de 25 MWh chacune, portant ainsi la capacité totale à 75 MWh. Ces nouveaux projets couvrent une superficie de 96 hectares, déjà clôturée. Malgré cette avancée, un défi majeur subsiste : l'absence de systèmes de stockage d'énergie, ce qui limite la production aux seules heures ensoleillées.

L'impact environnemental de cette centrale est également remarquable. Sa production devrait permettre de réduire les émissions de CO₂ du Bénin de 575 000 tonnes sur 25 ans, soit environ 23 000 tonnes par an. Financé à hauteur de 39,7 milliards de francs CFA par l'État béninois, avec le soutien de l'Union européenne et de l'Agence Française de Développement.

Une grande avancée pour le Bénin qui vient de loin dans sa quête de combler le déficit d'énergie. En effet, raconte

Christian HOUNKANNOU, coordonnateur Afrique Francophone de l'organisation 350.org, en 2017, la biomasse représentait 58% de l'énergie primaire utilisée, suivie de 37% d'importations d'hydrocarbures comme le charbon et le gaz utilisés dans les centrales thermiques.

L'année suivante, poursuit-il, soit en 2018, les importations du Ghana et Nigeria ont permis au Bénin d'avoir un taux d'accès à l'électricité de 33,2%. Ces chiffres relativement faibles indiquent un réel problème d'accès pour les communautés rurales car le peu de capacité servait à alimenter les villes.

Mais aujourd'hui, la centrale solaire de Pobè constitue une bonne option pour diversifier les sources d'énergies en limitant la pression sur la biomasse énergie, et une opportunité pour le Bénin de faire face à la crise climatique et apporter de l'énergie à faible coût aux communautés rurales a-t-il déclaré sur un air de satisfaction.

L'appel de Anas SEKO, Coordonnateur du Renewable Energy on Coalition Bénin REC Bénin, va non seulement à l'endroit du gouvernement du Bénin à poursuivre et à augmenter son ambition de développement des énergies renouvelables mais aussi aux institutions comme la Banque Africaine de Développement à soutenir le développement des énergies 100 % renouvelables.

À l'issue de la visite, les jeunes activistes sont repartis mieux informés et encore plus motivés à promouvoir l'énergie renouvelable dans leurs communautés respectives. Au cours de leur déplacement des plaines d'Abomey-Calavi et de Cotonou au plateau de Pobè en passant par la vallée de l'Ouémé, rien n'a émoussé l'ardeur de ces jeunes à découvrir la plus grande centrale solaire et ses avantages pour le pays.

Megan Valère SOSSOU

Amnesty International Bénin lance une campagne nationale pour le droit à la santé

Amnesty International Bénin a lancé ce vendredi 20 septembre 2024, une campagne nationale pour promouvoir le droit à la santé pour tous au Bénin. La cérémonie officielle de lancement s'est tenue à Cotonou, en présence d'acteurs du secteur de la santé, de la société civile, des médias et de nombreux autres acteurs. L'initiative, motivée par les nombreuses plaintes recueillies par l'organisation, vise à sensibiliser la population sur leurs droits en matière de santé et à renforcer les mécanismes de recours en cas de violations.



Dieudonné Dagbeto, Directeur Exécutif de Amnesty International

Bénin

Pour Dieudonné Dagbeto, Directeur Exécutif de Amnesty International Bénin, la santé est un bien essentiel à la vie et au bien-être. Un droit fondamental indispensable à l'exercice des autres droits humains. C'est en lançant cette campagne, il espère qu'elle contribuera à assurer une bonne connaissance du droit à la santé au sein des populations et leur donner des informations sur les voies de recours et de dénonciations en cas de manquements. « Notre campagne portera sur la jouissance du droit à santé pour tous y compris les personnes privées de liberté. » a-t-il déclaré.

Soutien remarquable de l'Autorité de Régulation du secteur de la Santé

Représentant, le Président de l'Autorité de Régulation du secteur de la Santé, Habib OUITONA, a exprimé toute la satisfaction de l'ARS de savoir que les engagements pris au cours de l'atelier de mai à Grand-Popo sur la promotion du droit à la santé passe de projet à du concret. Il trouve en cette initiative un appui précieux à sa mission de veiller à la réalisation du droit à la santé pour tous par l'amélioration continue de l'offre et de la qualité des soins. Tout en félicitant Amnesty International Bénin, il a renouvelé le soutien de l'Autorité de Régulation du secteur de la Santé. C'est une action salvatrice qui a pour effet de faire de chaque usager et de chaque communauté, un véritable acteur de sa santé a-t-il laissé entendre.

Les objectifs et les grands axes de la campagne sur l'éducation aux droits à la santé ont été présentés par Éric-Orion BIAO, Coordonnateur Education aux Droits Humains à Amnesty International Bénin. Une campagne nationale qui sera suivie d'un plaidoyer institutionnel. La campagne vise à sensibiliser non seulement les usagers, mais aussi les professionnels de la santé, afin que les droits des patients soient mieux respectés dans les établissements de soins. Sur une durée de 16 mois, cette campagne permettra dans un premier

temps de sensibiliser la population et les professionnels de la santé sur les droits à la santé, puis lutter contre les violences obstétricales et gynécologiques et enfin améliorer les conditions sanitaires en milieu carcéral.



Panel d'échange

La cérémonie de lancement a été suivie d'un panel de discussions sur le thème : « Réalités et défis du droit à la santé au Bénin ». Parmi les intervenants figuraient des experts tels que le Dr Crespin Soglohoun, membre de l'Autorité de Régulation du Secteur de la Santé, Mme Célestine AMETEPE, Secrétaire Générale de la Plateforme Nationale des Usagers du Secteur de la Santé (PNUSS), et le Professeur Emmanuel SAMBIENI, consultant principal de l'étude sur l'accès au droit à la santé en milieu urbain et périurbain.

Pour les différents partenaires de mise en œuvre et les parties prenantes, cette campagne vient à point nommé. Ils ont exprimé leur engagement à s'impliquer dans la campagne pour sensibiliser les populations et les acteurs de la santé à observer les dispositions garantissant le droit de tous à la

santé au Bénin.

Rappelons qu'avant de lancer cette campagne, Amnesty International Bénin avait commandité une étude en 2023 pour évaluer l'accès au droit à la santé en milieu urbain et périurbain. Les résultats de cette étude ont mis en lumière des défaillances notables dans la jouissance de ce droit fondamental, notamment dans les centres de santé. Face à ces constats alarmants, l'organisation entend agir en informant et en mobilisant la population pour défendre ce droit essentiel.

Bien que le Bénin ait adhéré à plusieurs traités et accords garantissant le droit à la santé, sa mise en œuvre effective reste un défi. L'existence de ce droit dans les textes ne suffit pas. Il est impératif que tous les acteurs, y compris les citoyens, se mobilisent pour protéger et promouvoir ce droit.

Megan Valère SOSSOU